

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 570 - 5 Novembre 1992 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• SOUSCRIPTION	2	• FÊTE DE NANTES	4-5
• NAVALE		• ESPACE D'ESPOIRS ?	6
• CHEMINOTS		• PRAIRIES DE MAUVES	
• METALLOS		• CONGRÈS UFF	
• FORGES DE TRIGNAC	3	• BUDGET RÉGIONAL PROPOSITIONS DES COMMUNISTES	7
• SEMT-PIELSTICK			
• COUPS DE PIOCHE			

ENSEMBLE PRÉPARONS LE SUCCÈS DE LA FÊTE DE NANTES DES 21 ET 22 NOVEMBRE

Il y a un peu plus d'un mois, les électeurs ont une nouvelle fois en se servant du référendum, montré leur volonté de réinvestir le terrain politique, de se faire entendre sur les questions qui les concernent, et de dire haut et fort leur opposition à la politique actuelle.

Cela a créé une situation nouvelle qui pose des problèmes à tous ceux qui, coûte que coûte, veulent poursuivre la mauvaise politique d'austérité. Ils sont ainsi tenus entre la nécessité de prendre en compte l'exigence populaire et leur volonté de poursuivre et d'amplifier leur politique au service du capital.

C'est ainsi que de nouveaux coups sont portés aux gens notamment en matière d'acquis sociaux, libertés, etc...

Dans cette situation les salariés peuvent plus que jamais compter sur les communistes pour repousser ces coups et imposer d'autres choix :

- Ceux dont l'emploi est menacé comme les cheminots, le secteur bancaire, l'aérospatiale, les chantiers, la SOLLAC, la SERCEL et HUART.

- Ceux qui n'acceptent pas, comme à Nantes que la gratuité de l'étude dans les écoles soit remise en cause ou encore que les impôts augmentent de 10 %.

L'efficacité du groupe communiste à l'Assemblée Nationale et les mesures qu'il vient d'arracher au pouvoir dans la discussion du Budget 93, ne sont pas étrangères à la force nouvelle que s'est donné le mouvement populaire le 20 septembre.

Certes, si le nombre de députés communistes était plus grand, cela serait encore plus efficace. Mais, on peut constater que lorsque les gens se mêlent de leurs affaires ils peuvent marquer des points.

Sur cette question comme sur les autres les communistes entendent multiplier leurs efforts pour aider les gens à intervenir en grand, aussi bien sur chacune des questions qui font leur vie, que sur la perspective d'une autre politique.

En effet, nous ne nous résignons ni à la poursuite de la mauvaise politique actuelle ni au retour de la droite pour l'aggraver.

Tout cela sera au cœur de la fête de Nantes. Elle doit être une occasion pour toutes celles et ceux qui veulent se faire entendre, se défendre, échanger des idées pour que ça change, de le faire.

La visite du plus grand nombre possible de salariés, de chômeurs, de retraités, de jeunes, de femmes, avec la vignette dans les 15 jours qui restent doivent permettre des milliers de contacts, de discussions, d'actions, permettant d'assurer le succès de ce grand rassemblement avec les communistes les 21 et 22 novembre à la Beaujoire.

Ainsi, nous vous invitons à y venir aussi à y faire venir celles et ceux qui vous entourent.

Michel RICA
Secrétaire de la Section
de Nantes du P.C.F.
Membre du Secrétariat Fédéral

LES DÉBATS EN LOIRE-ATLANTIQUE

- **Vendredi 6 novembre** : 20 heures - REZÉ salle Jean Jaurès organisé par les sections de St-Sébastien, Vertou et Rezé-Bouguenais, La Montagne avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central
- **Mardi 10 novembre** : 20 heures - Couéron (La Chabossière) Mille-Club organisé par les sections de Basse-Loire et St-Herblain/Gesvres et Cens avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central
- **Mercredi 18 novembre** : 20 heures - Saint-Nazaire, Maison du Peuple organisé par les sections de St-Nazaire/La Presqu'île Guérandaise, le Pays de Retz avec Patrick LEHYARIC membre du Comité Central
- **Mercredi 25 novembre** : 20 heures - Trignac - Salle des Fêtes organisé par la section de La Brière et la cellule de Savenay avec Alain BOCQUET membre du Bureau Politique, Député du Nord.
- **Judi 3 décembre** : 20 h 30 - Nantes « La Manu » organisé par les sections de Nantes et du Val de Loire avec Jackie HOFFMANN membre du Bureau Politique
- **Vendredi 4 décembre** : 20 h 30 - Châteaubriant, Centre Municipal des Sports organisé par les sections de Châteaubriant et des 3 Rivières avec Gilles BONTEMPS membre du Comité Central.

FÊTE DE NANTES

LA BEAUJOIRE



1992

LA 21 et 22 NOVEMBRE



LA FORCE DES IDÉES NEUVES

POUR SE RASSEMBLER ET AGIR

SOUSCRIPTION NATIONALE PCF

Je Verse

Nom : Prénom :

Adresse :

Somme Versée :

à l'ordre de Gilles Bontemps
CCP N° 4400-47 W NANTES - 41, rue des Olivettes
44000 NANTES

SOUSCRIPTION PERMANENTE comptes arrêtés au 20 octobre 1992

SECTION DE NANTES

Dons des cellules : ROISNET 2 200 F - C.D.H. THOREZ, Boissière 400 F.

Référendum : Anonyme 200 F - JO LUCAS 200 F - Cellule CASANOVA : Claude MONNIER 100 F - Cellule SEMARD : Alain GUERY 100 F.

SECTION DE SAINT-NAZAIRE

Dons des cellules : C.D.H. ILE D'AIX 1 200 F - Cellule ILE D'AIX : 500 F.

Membres du comité de section : Mado LEROY 200 F.
Sur listes : Régis ANTOINE 500 F - Cellule de l'Ile d'Aix : M. LEMOINE 200 F - Anonyme 1 000 F - M. MAHE 164 F - Michel MAHE 90 F - Cellule du Petit Caporal : Yvette RASTEL 300 F.

SECTION REZÉ/SUD LOIRE

Référendum : Vincent LUCAS 200 F - Cellule KERIVEL : Paul PLANTIVE 100 F - Paul STEPHAN 100 F - Gilles LEDROU 500 F.

SECTION DE SAINT-SÉBASTIEN

Dons des cellules : Section 1 400 F.

SECTION DE SAINT-HERBLAIN

Référendum : Anonyme 100 F - Cellule VIAUD-KURON : Claude FRIOUX 100 F.

SECTION DE LA PRESQU'ILE GUÉRANDAISE

Dons des cellules : LE POULIGUEN 600 F - Section 1 000 F.
Sur listes : collecte élections 540,25 F.

SECTION DU VAL DE LOIRE

Dons des cellules : ARAGON (CARQUEFOU) 500 F.

SECTION DE CHATEAUBRIANT

Référendum : Olivier LE LIJOUR 500 F.

« EUROGRÈVE » DES CHEMINOTS : LES MINISTRES ACCUSENT LE COUP

A la bonne adresse

La première « eurogrève » des cheminots, mardi 27 octobre, contre la privatisation des chemins de fer, a troublé la réunion du Conseil des ministres.

Trois ministres, pas moins, et en tête le premier, puis celui des Transports, Jean-Louis Bianco, suivie d'Elisabeth Guigou, chargée des Affaires européennes, ont indiqué qu'il n'était pas question pour le gouvernement de remettre en cause le service public des chemins de fer et la SNCF.

Pensant, peut-être, faire de l'humour, Pierre Bérégovoy a souligné que l'appel à la grève a été le plus suivi « dans le pays qui n'envisageait pas du tout quelque privatisation que ce soit, à savoir la France ». Et pour Jean-Louis Bianco « les cheminots français se sont trompés d'adresse ».

Tromper d'adresse ? Ce n'est pas dans l'habitude de la corporation. Et puis, s'il n'y avait pas menace, pourquoi Jean-Louis Bianco lui-même vient-il de proposer à ses collègues de la CEE d'élaborer « une charte européenne du service public, pour ne pas sacrifier les lignes secondaires, pour développer une politique de tarifs en faveur des jeunes, et d'investissements et d'aménagement du territoire, afin d'assurer la continuité du service public » ?...

Si telle avait été jusque-là la politique du gouvernement, pourquoi donc rappeler toutes ces bonnes intentions ? La marche vers la privatisation d'une partie du parc wagon de la SNCF (85.000), le transfert au privé de nombreux services et la fermeture de dizaines de lignes secondaires sont là pour prou-

QUEL AVENIR POUR LES CHANTIERS NAVALS ?



Après les festivités qui entourent la livraison du DREAMWARD à Saint-Nazaire les inquiétudes à l'intérieur du chantier demeurent et s'aggravent.

L'emploi devient le problème n° 1 aux Chantiers.

Après les embellies de 89, où les salariés par leur lutte ont obtenu 20 millions d'heures de travail, c'est le trou noir qui apparaît à l'horizon.

Depuis le début de l'année, plus de 1500 salariés, intérimaires ou sous-traitants ont été remerciés, la plupart d'entre eux se retrouvent à l'A.N.P.E. Environ soixante techniciens et dessinateurs se retrouvent, eux, à bord des paquebots comme électriciens ou menuisiers ; d'autres encore sont sur des travaux extérieurs.

Pour le court terme, la perspective pour les bureaux d'études est le chômage partiel, dès le mois de janvier.

Comment en est-on arrivé là ?

Cela fait maintenant 22 mois qu'aucune commande n'a été

prise par la direction. 22 mois c'est presque le temps qu'il faut pour étudier et construire ces dernières années aux Chantiers.

Mais c'est également le rapport de force qui baisse et cette situation permet aux patrons de reprendre l'initiative et de mettre en œuvre son plan d'entreprise.

De quoi s'agit-il ?

D'une part de ne s'intéresser qu'à une partie du marché soit :

- des navires à passagers,
- des méthaniers,
- et quelques navires militaires.

Pour ce qui est de l'aspect industriel, avec d'autre part pour le social :

- abaissement du statut social,
- développement de la sous-traitance,
- diminution des effectifs.

Le risque d'abandon de certaines activités telles que la serrurerie, la tuyauterie, les ateliers de Montoir est réel.

Tout cela créé un mécontentement important qui se mani-

festé ouvertement et prend de l'ampleur et de la diversité.

A l'initiative de la C.G.T. il y a eu une pétition en juillet, un débrayage en octobre.

D'autres part des actions ont lieu dans les ateliers, les 60 techniciens à bord se rassemblent et exigent un avenir meilleur. C'est bien de cela qu'il s'agit, il est urgent de faire autre chose.

1) Il est nécessaire de connaître un avenir industriel sans se limiter à quelques créneaux, mais surtout il est urgent de prendre une commande dans les plus brefs délais.

2) Ce qui a été engagé après 1989 dans le domaine des salaires/classifications doit être prolongé pour que chacun ait un pouvoir d'achat décent.

3) Il est grand temps de réduire le temps de travail aux chantiers et ceci dans 3 directions :

- hebdomadaire pour aller vers les 35 heures,
- annuelle afin d'obtenir une véritable 5^e semaine de congé,
- de carrière avec la pré-retraite à 55 ans.

Ce sont là les sujets et préoccupations essentiels des salariés et il faudra bien que patronat et gouvernement satisfassent ces revendications.

NÉCROLOGIE

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris l'accident tragique qui a enlevé le jeune ERWAN à l'affection des siens.

Que Sophie et Jacky Salliot soient assurés de nos sentiments fraternels dans la dure épreuve qu'ils traversent. Nos pensées vont également à leurs familles, Rivron et Salliot.

La Fédération du PCF, la section de Saint-Nazaire, les élus communistes, la cellule de Saint-Marc, leur présentent leurs sincères condoléances.

MANIFESTATION DES MÉTALLOS A PARIS

Les métallurgistes (actifs et retraités) manifesteront le 7 novembre dans la capitale.

Ils agiront pour la défense de l'emploi, les retraites et la protection sociale.

ver qu'il y a bien péril en la demeure.

D'ailleurs, la revue porte parole de la SNCF « la vie du rail » du 1^{er} octobre diffusée à tous les cheminots annonce la couleur : par exemple la fusion des régions SNCF de Nantes et de Rennes et sur les transports régionaux. « Les régions pourraient alors, pour exploiter certaines lignes, faire appel à d'autres exploitants que la SNCF ». Dans le domaine de la sous-traitance, elle précise : « Il faut garder au sein de l'entreprise tout ce qui appartient à son savoir-faire, et ne pas se priver de faire appel aux concours extérieurs dans d'autres domaines ».

La vie du Rail pose aussi la question du financement des lignes à grande vitesse et elle affirme : « On peut s'attendre à

LES FORGES DE TRIGNAC : UNE RENAISSANCE AU SERVICE DE LA POPULATION

Après une première étape, celle de la réhabilitation du cœur des forges de Trignac, le maire, Jean-Louis LE CORRE a donné le coup d'envoi à une deuxième opération. Cette dernière consiste à dégager 20 hectares de terrain destinés à recevoir des activités industrielles et artisanales.

L'originalité de cet ensemble, au sein d'un lieu chargé d'histoire, réside dans l'harmonie de l'environnement, alliant culture, loisirs, industrie : un mariage dûment étudié par l'architecte, Jacques Kerzanet, et les élus trignacais.

On pourra découvrir les structures des forges réhabilitées, trois bassins récupérant les eaux pluviales et reliés au Brivet, le mur d'escalade, deux parapentes (10 et 25 mètres de haut) constitués par les anciens crassiers, un parc paysager, le secteur économique, les rives du Brivet aménagées... dans un cadre original et attrayant, sans rupture.

En baptisant « Altitude » le futur espace d'entreprises la

municipalité a voulu marquer son espoir d'aller plus haut dans l'avenir de la cité et de sa population. A cette occasion, la plantation de l'arbre du bi-centenaire de la révolution sur ce lieu, par le maire, symbolise la volonté d'avancer. Trignac a été trop longtemps relégué à un rôle de cité-dortoir. Mais, une gestion entièrement vouée à la population et le dynamisme de son maire et de l'équipe municipale ont levé beaucoup d'obstacles.

Aujourd'hui se pose avec force la nécessité de désenclaver cette future zone d'activités. Mais les élus de Trignac se heurtent à une conception, en matière d'infrastructures routières, qui privilégie les liaisons entre les grandes villes et les régions, délaissant les besoins des petites et moyennes communes.

Malgré les difficultés auxquelles il est confronté pour raccorder la zone aux axes routiers, Jean-Louis LE CORRE ne perd pas espoir.

La confiance réciproque entre le maire communiste et la population, et les actions déjà menées en commun avec succès permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.



Jean-Louis Lecorre devant la maquette des Forges et des sculptures (L'HOMME FONTE) de l'artiste Nantais Carlos FERNANDEZ.

PHYLIUM 1 + $\sqrt{5}$ OU L'HOMME FONTE

2

L'homme fonte de CARLOS est le premier volet d'un TRIPTYQUE qui s'affronte à la réalité des Forges de Trignac et qui tente d'instaurer un dialogue de recomposition sociale avec l'environnement des friches industrielles ravivées. Quatre verticales plantées à même les voûtes dessinent une mutation onirique généalogique qui se réapproprie l'espace. L'homme fonte s'apparente à ces géants de l'industrie lourde du premier quart du XX^e siècle dont les gestes cristallisaient toute la puissance et le savoir du façonnage ouvrier. Au fil du déplacement oculaire, le spectateur devient le maître d'une décomposition formelle et volumétrique qui annonce la parcellisation gestuelle du compagnon. Au confluent de la déambulation, l'œuvre trouve sa finalité :

Solliciter la recomposition scénique en vue d'une réincarnation des valeurs théoriques ancestrales : $1 + \sqrt{5}$.

2

Prenez le temps de visiter l'ouvrage et au détour d'une flânerie urbaine aux forges, allez à la rencontre d'une suite de formes primitives.

J. KERZANET
architecte D.P.L.G.

PHYLIUM $1 + \sqrt{5}$ de CARLOS en mairie de TRIGNAC

2

jusqu'au 12 janvier 1993.

Renseignements en mairie au 40.90.01.70 ou auprès de l'artiste au 40.50.28.58.

COUPS DE...

LES FRÈRES ENNEMIS

Si l'on suit les commentaires du journaliste Alain Guellec, dans « Ouest-France », on peut être amené à penser que Claude Evin, ancien ministre de la CSG et Gilles Denigot candidat à la candidature dans la 8^e circonscription sont des ennemis jurés qui jouent à se faire peur mutuellement.

Denigot, doté d'un optimisme à toute épreuve, pense être en tête au 1^{er} tour des législatives de mars 93. Claude Evin itou. Nous serions donc témoin d'un combat implacable entre deux adversaires sans pitié l'un pour l'autre. Mais tout cela ressemble à un combat truqué.

En effet, et selon Alain Guellec, du côté de Claude Evin, on lorgnerait sur Gilles Denigot comme suppléant du premier. Hypothèse absurde ? Peut-être pas tant que cela. L'un et l'autre ont vanté les « bienfaits » de Maasricht. Un point commun de taille !

DÉRÈGLEMENTATION

Jean-Louis Le Corne alerté, en juillet dernier, le Préfet de Loire-Atlantique sur l'existence d'un atelier de confection, dans les anciens bâtiments de la mécanique de Montoir, employant de la main d'œuvre clandestine, d'origine asiatique. Or, à ce jour, il semblerait que cette situation se poursuive.

Sur France 3 Pays de Loire, Jean-Louis Le Corre vient de s'en étonner. La Direction Départementale du Travail lui a téléphoné pour l'informer qu'elle avait fait son travail. Mais alors, quelles sont ses conclusions ? Et qui ferme les yeux, alors qu'une réglementation précise existe ?

Veut-on, dans ce bassin d'emploi fortement touché par le chômage, favoriser une filière de main-d'œuvre à « bon marché » pour déréglementer la législation du travail ?

...PIOCHE !

SEMT - PIELSTICK : INITIATIVES DU MAIRE DE MONTOIR

Hubert BOUYER, Maire de Montoir de Bretagne, avait pris l'initiative d'inviter les 51 maires qui ont sur leur commune au moins un salarié de la SEMT PELSTICK.

Cette réunion s'est tenue le 23 octobre, avec la participation d'une délégation inter-syndicale de l'entreprise.

Après avoir remercié les 8 maires ou leur représentant, Hubert BOUYER, exposait sa conception du rôle des maires, des élus face à la nouvelle aggravation brutale du chômage, les conséquences pour les personnels concernés, les difficultés grandissantes pour les chômeurs de trouver un emploi.

Il juge nécessaire que les élus s'engagent activement pour défendre les entreprises et les emplois existants, et d'agir pour en créer de nouveaux.

La présentation de la situation de l'entreprise par l'inter-syndicale permet de confirmer que rien ne justifie les licenciements, tout va dépendre de la

mobilisation dans l'entreprise et aussi à l'extérieur.

Tel est le sens des initiatives retenues.

1°) Entrevue avec la direction de la SEMT PIELSTICK accompagnée d'une visite de l'Établissement de St-Nazaire.

2°) Démarche auprès du Ministère de l'Industrie.

3°) Demande d'entrevue auprès du Sous-Préfet.

Dans une lettre au directeur de la SEMT-PIELSTICK, Hubert BOUYER écrit :

« ... Soucieux de la détérioration de l'emploi et des difficultés économiques qui en découlent les élus de la région souhaitent alerter à tous les niveaux les



Les bâtiments de Montoir, abandonnés par la mécanique, autrefois 1 500 salariés.

pouvoirs publics sur la nécessité du maintien et du développement de l'emploi.

Lors de cette réunion, une proposition a été faite formulant le désir d'effectuer une visite de l'établissement de la SEMT PIELSTICK et ce souhait a retenu l'adhésion de l'Assemblée.

Je suis donc mandaté pour vous formuler officiellement la demande qui se résumerait ainsi :

Cette visite serait réservée aux Maires (ou délégués) ayant au moins un citoyen de leur commune travaillant à la SEMT PIELSTICK.

Une réponse favorable de votre part m'obligerait à inviter, sous votre tutelle, les 51 maires concernés.

Je vous remercie vivement à l'avance, et je vous prie d'armer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués. »

BON DE SOUTIEN 20 F

FÊTE DE NANTES

LA BEAUJOIRE



LA 21 et 22 NOVEMBRE 1992



LA FORCE DES IDEES NEUVES

POUR SE RASSEMBLER ET AGIR

Sur 2 jours

Vidéo Sports
Culture spectacles
Débat
Salle chauffée

Fête de

21 et 22 nov

Parc de la Beaujoire Gran

Dimanche à

GRAND S DE CHA

SAMEDI 21 NOVEMBRE

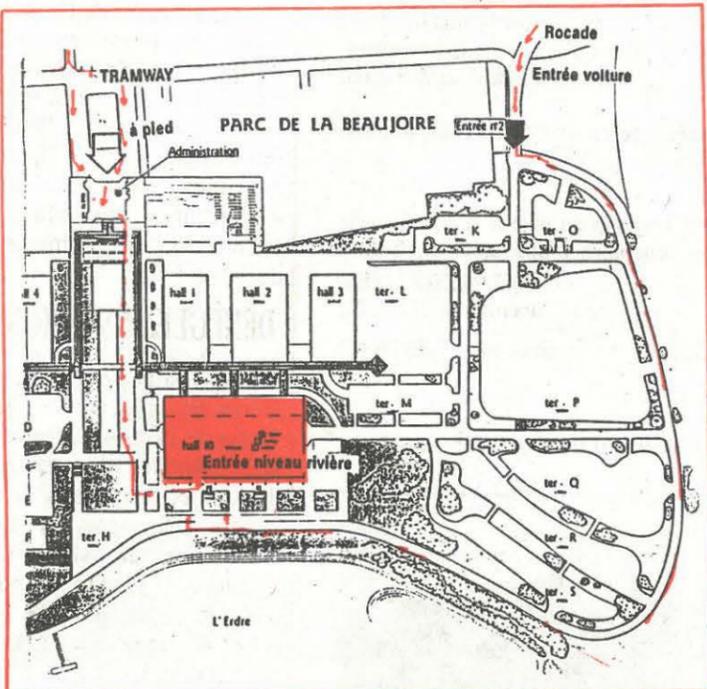
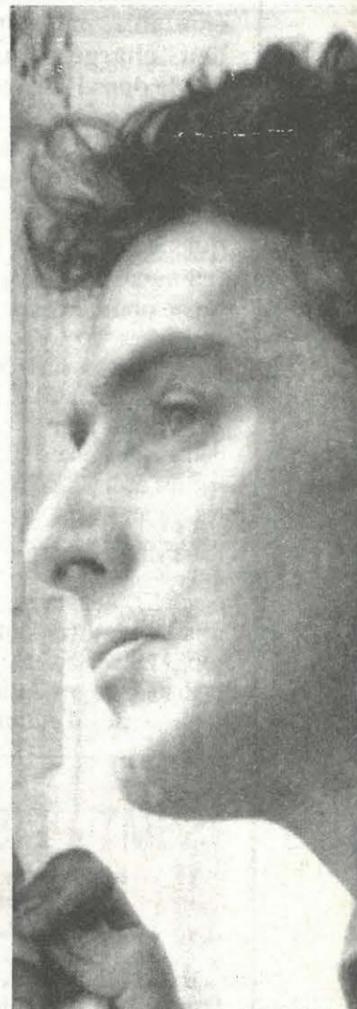
- 11 h 00 : Ouverture de la Fête
- à partir de 12 h 00 : Restauration (Spécialités - Dégustation)
- 15 h 00 : • Cross populaire et familial
• Tennis de table
- 16 h 00 : Concert de RAP et de JAZZ avec le groupe TNT.
- 18 h 30 : Concert de RAP Toulousain avec le groupe BOUDUCON Production.
- 20 h 00 : Concert de REAGGE avec le groupe SYSTEME D.
- 21 h 00 : Grand bal populaire
Projection vidéo pour les enfants

De nombreux stands

Allain LEPREST

Voce a mano

Une voix qui vous arrache des larmes, un accordéon nostalgique, celui de Richard Galliano, c'est Allain Leprest que l'on retrouve du côté du « P'tit Ivry » et de la « Rue Blondin », chanson hommage à l'écrivain disparu, beau et triste à la fois.



Michel PRODEAU

CÉSARIENS, MES FRÈRES



roman

Édition PIID

Un beur des cités-ghettos de la région parisienne parachuté brutalement dans une charmante bourgade au cœur de

notre hexagone, quoi de plus banal de nos jours. Seulement voilà.

Où cela se complique c'est qu'il n'est pas seul. L'accompagnent sa concubine de quinze ans son aînée et la petite fille de celle-ci qui va bientôt fêter ses seize printemps. Toujours pas de quoi fouetter un chat me diras-tu. D'accord, mais sache que l'individu en question est le roi des farceurs, insolent à l'extrême, un brin provocateur, et qu'il se paye le luxe d'être intelligent.

Ça fait beaucoup pour un nord-africain dans la France traditionnaliste de l'an 1991. En somme, côté espièglerie, ses deux partenaires féminines ne lui cèdent en rien, tu ne t'étonneras pas que leur arrivée impromptue à Sainte-Césarine fasse quelques étincelles...

Un premier roman, signé Michel PRODEAU, 172 pages, 80 F.

L'auteur dédicacera son livre à la Fête de Nantes, au stand du livre.

L'ouvrage est en vente au « Livre Ouvert », 21, rue du Calvaire, Nantes.

Espace échec

Pour les néophytes comme pour les grands maîtres.

Le groupe TNT, con
Bellevue, chante et c

Entreprise Transport et Distribution



LA LANDE CD 75 - 44119 TREILLIÈRES

- Électricité - M.T. - B.T. • E.P. (aérie)
- Gaz • Téléphone • T.D.F.
- Assainissement - Eaux usées - Eau
- Eau potable et canalisations Indus

NANTES

Novembre 1992

Palais - Niveau Rivière

17 heures

SPECTACLE CHANSONS



constitué de jeunes du quartier de
Banse du RAP et du JAZZ.

Énergie

- Tél. 40.72.00.56

(en et souterrain)

pluviales
trielles

Sur 2
jours

Stands,
restaurants
expositions

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

- 11 h 00 : Rencontre avec Jean-Paul MAGNON, les dirigeants Fédéraux et les élus au stand des élus.
- 12 h 00 : RESTAURATION (spécialité, dégustation)
- 13 h 30 : Spectacle de marionnettes
- 14 h 30 - SPORT
 - Démonstration de TIR à L'ARC,
 - Démonstration de boxe française.
 - avec Jules GERMANY, champion du monde 92 et le groupe sportif Boxe française de St-Herblain avec le champion d'Europe Junior
- 15 h 00 : Groupe TNT
- 15 h 30 : Spectacle de marionnettes
- 16 h 00 : MEETING avec Jean-Paul MAGNON, membre du secrétariat du Parti Communiste Français.
- 17 h 00 : SPECTACLE DE CHANSONS avec Allain LEPREST
- 21 h 00 : Clôture de la Fête.

BOUDUCON Production

C'est du rap à l'identité occitaniste. Un rap un peu spécial. Personnalité entre le reggae et le funk, quelque chose qui ne ressemble à rien de ce qui existe déjà. Il y a de l'identité dans l'air. Et pas n'importe laquelle puisqu'elle est occitane.

Le nom du groupe est à lui seul un signe : Bouducon ! « c'est un cri toulousain, sans contestation »

ESPACE ENFANCE

ESPACE
LIVRE

avec
• LE LIVRE
OUVERT

• MESSIDOR

N°
000790

EXPOSITIONS :

- ARAGON - ELSA TRIOLET
- BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION
- NANTES

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

MAZDA ECLAIRAGE

REGION PAYS-DE-LOIRE
10, bd Gaëtan-Rondeau - B.P. 679
44018 NANTES CEDEX
Téléphone : 40.35.41.21
Télex : 711 607



Peinture,
Papier-peint,
Moquette

Andre
Sagot
PEINTRE



Isolation
extérieure

8, impasse Georges Sadoul
44400 REZE

40 84 18 98

SIROCCO UPA
MOBILIER URBAIN

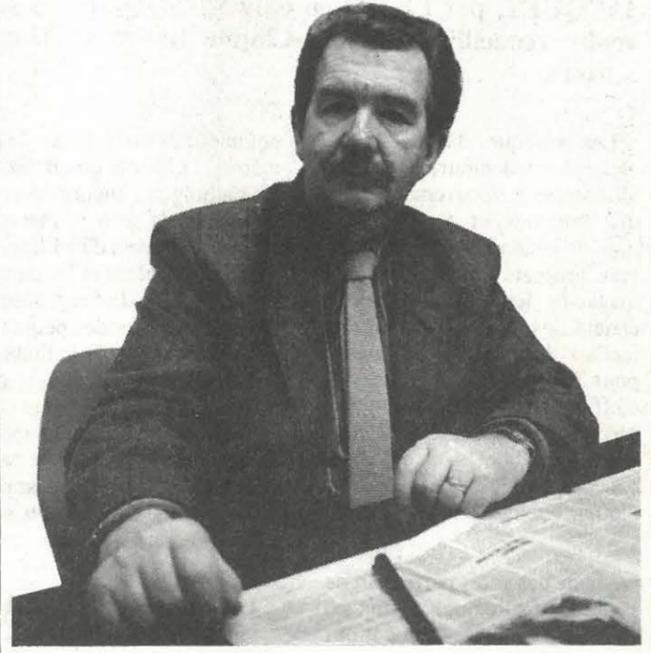
Publicité - Affichage

Agence de NANTES
46, rue Noire, 44000 NANTES
Tél. 40.37.02.09
Téléfax 40.74.18.43 - Télex 701 145

Dimanche à 16 h 00

MEETING avec Jean-Paul MAGNON

Secrétaire du Comité Central
du Parti Communiste Français



SOLS SPORTIFS :

TERRAINS
DE GRANDS JEUX
TENNIS
CLOTURES



ART DAN

Siège social
Ferme de Coluane - Les Touches
44390 Nort-sur-Erdre
Tél. 40.97.27.17



LOIRE-ATLANTIQUE - ESPACE D'ESPOIRS ?

UN AUTRE NANTES

Nous poursuivons l'interview du militant Gaston JACQUET, par l'historien Guy Haudebourg, et souvenirs recueillis par Jean-Claude Baron et Marcel Leroux.

Les boutiques d'approvisionnement des alentours ont allure villageoise : bizarrement chez des hommes et femmes qui avaient généralement souci de leur propreté personnelle, les magasins les plus fréquentés étaient les plus sales, on se méfiait des autres. De même pour les cafés. On y servait d'office deux chopines et non pas une bouteille, quand il y avait deux clients face à face chacun peut-être avait l'illusion d'offrir quelque chose à l'autre.

Un de ces cafés permettait de passer des litres par dessus les murs, pendant les occupations d'usine, ou bien servait un tout petit peu de maison de rendez-vous. Quoique... Pour une Joséphine Baker qui était venue une fois, de si loin, que de vedettes du lieu s'affirmaient par de tout autres pittoresque : la Polonaise au fichu, élèveuse de chèvres « ramassait tout, tout », et lavait la moindre guenille trouvée dans la boue ; la mère Martel en hurlant disputait aux enfants l'eau du lavoir ; une commère-épouvantail découvrait les débuts de grossesses, en examinant si des linges étaient absents aux étentes.

Dans la cité passaient, chacun à leur heure, les boudins de la vendeuse de Carquefou, les sacs du marchand de charbon dans sa voiture à bras, puis à cheval, le petit âne apportant des primeurs, enfin les ordures.

Le monde des champs de blé

commençait tout près, à 300 mètres, et l'école des Batignolles s'adjoignait encore de vieux bâtiments de ferme. Pourtant, malgré le chemin du Millau, les familles ouvrières et les paysans de Petit Mars, de Saint-Joseph-la-Poterie étaient des péquenots dont les femmes se balladaient en chapeaux à oiseaux et groseilles... Aux oreilles des seconds, les ouvriers étaient des fainéants qui foutaient le camp du travail dès que retentissait le cornard de six heures du soir.

On se rencontrait pourtant aux réjouissances du 14 juillet, sur la place près de l'église, au bas du mât de cocagne, devant le défi de ses jambons, saucisses et boîtes de sardines. Ou bien dans des jeux d'origine paysanne : « Tu te trempais la tête dans un baquet de lait caillé pour aller chercher des pièces de monnaie, ou bien tu devais les enlever avec la bouche au cul noirci d'une poêle où on les avait fixées, ou tu charriais des grenouilles dans une petite brouette, en courant et en rattrapant celles qui avaient sauté ».

Sous le pont de la Jonelière couchait un charmeur de vipères, dans le bois de Barbe-Bleue s'allongeaient les charmeurs de filles-mères...

Les notables étaient là : ceux qui venaient faire le catéchisme, ceux qui paraient aux distributions des prix, et Monsieur de

Sesmaisons, pas plus mauvais que bien des bourgeois, et le directeur des Batignolles, qui logeait au château de la Renaudière.

Le patronat des Batignolles, outre les pressions habituelles, savait monter des contrefeux aux revendications : société de secours mutuel, comité des fêtes, musique, équipe de football. Les ouvriers les plus conscients montaient en regard des amicales concurrentes ; on célébrait en chantant l'internationale les quelques voix communistes recueillies aux scrutins.

Certains préféraient la chanter en allant casser des carreaux à la cure, car le clivage le plus passionné opposait calotins et non croyants. Il faut dire que la catholicisme s'exhibait : kermesses triomphalistes, les hommes seuls autorisés à porter le dais des processions, les femmes répandant des pétales de roses sur les routes.

Mais l'idéologie moyenne, l'idéal de vie, l'ambition des pères pour les fils, c'était de pouvoir entrer aux Batignolles pour n'en plus ressortir : école de Batignolles, centre d'apprentissage de l'usine, jeunes ouvriers puis ouvriers. Avoir un métier de base, travailler pour accéder à une promotion. On ne pouvait imaginer qu'en dehors des Batignolles, en dehors de l'homogénéité de quartier, on pût vivre. Quand l'instituteur faisait venir les parents : « votre fils, il pourrait continuer ses études » eh bien on comptait les abonnements de tramway pour aller au lycée Clemenceau, et

puis... et puis... et les gens disaient : « non, il ira aux Batignolles, comme son père ».

1929 : c'était l'époque où, rue du Moulin, à l'actuel parking Decré, une foule d'ouvriers venait chercher la boule de pain distribuée gratuitement. Constante du capitalisme : plus de 60 ans après, et dans un autre coin du département, des jeunes femmes viennent pleurer pour un camembert, une salade qu'on leur donne ou leur refuse aux restaurants du Cœur, selon l'état de l'approvisionnement.

Au secrétariat de l'Union Régionale CGTU, il y eut Charles Tillon, futur ministre communiste, à l'élocution incomparable, qui avait mené des grèves à succès ; nous eûmes Joseph Roques, ancien mineur révoqué dans la région de Béziers, qui sera ensuite responsable d'une coopérative du Parti en région parisienne, puis fusillé pendant la Résistance. Nous eûmes Galopin, arrêté pour propagande syndicale, et que nous ne pouvions laisser sur le pavé nantais, victime, à sa sortie de prison ! Nous eûmes Semat, qui fit tout ce qu'il put pour convaincre les jeunes femmes des militants de ce que leurs maris allaient dans le bon sens, même s'ils étaient obligés de se consacrer à quelque chose qui leur était étranger à elles.

Au Parti, nous fréquentions les théoriciens : Bruhat, professeur d'histoire à Clémenceau, d'une valeur exceptionnelle, et Roquet, de la Fonction Publique, dont on reconnaissait la compétence dans la présentation du marxisme (à suivre).

POUR CEUX QUE LES ANTILLES INTÉRESSENT

Régis ANTOINE vient de publier le cinquième de ses livres, dont quatre sont consacrés à l'outremer et aux colonies. Celui-ci, qui a pour titre LA LITTÉRATURE FRANCO-ANTILLAISE, traite en 382 pages des propriétaires blancs dans les îles, des indiens exterminés, des noirs en fuite, de la révolution des esclaves, du marxisme bien présent dans les écrits des Antilles, et du style des plous grands auteurs : nos camarades J. Roumain et René Ménil ; Jacques Stephen ALEXIS, Saint-John Perse le prix nobel ; Césaire le grand poète noir, Chamoiseau qui est proche du prix Goncourt.

CONGRÈS UFF

Les 28 et 29 novembre prochains, se tiendra à NANTERRE le XVII^e CONGRÈS de L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES, sur le thème : Femmes solidaires pour leurs droits et la Paix. Autour de Michèle PICAUD, secrétaire départementale, 21 délégués de Loire-Atlantique auront la chance d'être parmi les 400 femmes venues de toutes les régions de France. Porteuses des aspirations de milliers d'autres femmes, elles pourront échanger sur leurs droits, ceux à défendre et ceux qu'elles souhaitent obtenir. C'est en France très original. Cette rencontre sera riche de la diversité de nos vies personnelles, professionnelles, de nos préoccupations et de nos espoirs. Le congrès représentera un événement national, et par la présence de nombreuses représentantes des associations de femmes de tous continents, il aura aussi une portée internationale. L'UFF née des Comités Féminins de la Résistance, a vu officiellement le jour en 1945. Toute son histoire est marquée par des actions inlassables pour la défense des droits des femmes et pour la Paix. Ce combat est de toute son actualité.

PRAIRIE DE MAUVES : EN FINIR AVEC LA POLLUTION ET LES RISQUES

Les communistes de Nantes sont vivement préoccupés par les récents événements survenus dans la Prairie de Mauves. Il semble bien que les conditions insuffisantes de sécurité liées à la présence de méthane dans le sous-sol de ce secteur occasionnent de graves dangers. Ces dangers ne sont pas sans conséquences sur les conditions de travail et la santé des salariés qui ont le souci d'exprimer des revendications très actuelles concernant la santé, les conditions de vie et de travail.

De récents événements ont mis en lumière à quel point le traitement de déchets, leur trans-

port, la législation « européenne » qui s'y rapporte, présentent pour la population et

pour les travailleurs des risques graves.

Nous sommes et nous restons très attentifs à ce que ces risques et ces nuisances soient étudiés, maîtrisés, et finalement supprimés.

Il semble bien, dans le cas de la Prairie de Mauves, que des salariés aient été incommodés et aient alerté leurs employeurs sur des nuisances pénibles enregistrées dans les locaux.

Les services compétents étaient sans doute informés. Il

est nécessaire aujourd'hui d'envisager la viabilité d'une zone d'activités comme celle de Mauves en tenant compte du problème posé avant de faire le constat des pollutions.

Il y a donc urgence à adopter les mesures de protection et de sécurité qui s'imposent.

Pas plus à Nantes qu'ailleurs les salariés et la population n'ont à faire les frais de l'irresponsabilité ou de la négligence dont certains ont pu faire preuve dans le passé sur ces questions.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

LE CONSEIL RÉGIONAL A VOTÉ SON BUDGET, MALGRÉ L'AVIS NÉGATIF DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RÉGIONAL

Le Comité Régional des Pays de Loire du PCF avait, dans une déclaration publique, donné opinion et fait des propositions. Cette prise de position reste d'actualité. Nous la publions très largement.

« ...Le projet du budget régional 1993 accentue les orientations gouvernementales caractérisées par un accroissement de l'austérité et un développement de la récession économique dans le droit fil des dispositions générales du traité de Maastricht.

La région des Pays de la Loire s'enfonce dans la crise. Le chômage y croît plus rapidement que dans l'ensemble de la France. Les difficultés sont telles que les chômeurs de longue durée représentent 39 % des demandeurs d'emploi. Ce sont les secteurs à forte valeur ajoutée qui sont aujourd'hui les plus attaqués. »

« Avec des salaires inférieurs de 12,5 % à la moyenne nationale et l'absence d'emplois qualifiés de nombreux jeunes sont amenés à quitter la région. Ils ont été plus de 50 000 à le faire entre 1982 et 1992. Ceux qui restent, dans la tranche des 20-30 ans, représentent plus de 25 % des demandeurs d'emploi.

A l'inverse la région dispose de nombreux atouts malheureusement sacrifiés du fait de la politique du tout pour la rentabilité financière.

Si le projet de budget 93 est marqué par un nouvel effort

dans le domaine de la formation, force est de constater que le Conseil Régional utilise les abandons gouvernementaux pour développer une école concurrentielle, élitiste, ségrégative.

Dans le domaine du logement, la situation ne cesse de se dégrader. Il manque 30 000 logements neufs et 100 000 sont à rénover. Dans plusieurs secteurs de la région, pour reprendre des propos officiels, la situation « n'est pas meilleure qu'aux lendemains de la dernière guerre mondiale... »

En ce qui concerne la santé, les suppressions d'emplois qualifiés se multiplient. 1 500 postes à temps plein sont nécessaires. Le gouvernement avec l'aval du Conseil Régional, envisage la mise en place de 3 000 Contrats Emploi Solidarité. De graves menaces pèsent ainsi sur la qualité des soins.

Ce qu'il est urgent d'obtenir, c'est un changement de politique nationale et régionale afin d'avancer dans la voie de la justice fiscale et sociale et dans la valorisation et le développement des atouts régionaux... »

LES PROPOSITIONS DES COMMUNISTES



JUSTICE SOCIALE

Il faut annuler la hausse des impôts régionaux et procéder à une profonde réforme de la fiscalité locale. De l'argent il y en a, plus particulièrement auprès des grandes fortunes régionales dont les revenus déclarés atteignent la fabuleuse somme de 130 milliards de francs.

EMPLOIS, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RECHERCHE

Il faut mettre un terme au formidable gâchis que représentent dans la région les prélèvements financiers des grands groupes industriels sur leurs filiales et la scandaleuse politique des « ristournes commerciales » imposées par le grand secteur de la distribution sur les entreprises de production de biens de consommation. Tout ceci représente 300 milliards de francs par an.

Il faut stopper de suite tous les plans de licenciements. Des

mesures immédiates doivent être décidées pour les petites et moyennes entreprises asphyxiées par les taux d'intérêt et par les conditions qui leur sont faites par les « donneurs d'ordre », les banques et les compagnies d'assurance.

L'avenir de l'emploi dans la région passe par la reconquête du marché national. La région importe du lait, des produits agro-alimentaires, des produits phytosanitaires, des machines outils, de l'habillement, des chaussures, de l'électronique. Ces principaux secteurs d'activité sont directement mis en concurrence, notamment par les industriels allemands « dopés » financièrement par la Bundesbank.

Pour procéder à cette relance de l'emploi, il est nécessaire d'exiger de l'Etat d'une part qu'il intervienne auprès des directions des nombreuses entreprises publiques et nationalisées qui ont des sociétés régionales et qui sont en première ligne pour la case de l'emploi, d'autre

part une aide exceptionnelle de 20 milliards de francs, dont une partie pourrait être prélevée sur le budget destiné à « camoufler » le chômage.

Une politique d'emplois stables et qualifiés suppose également qu'il soit mis fin à la déréglementation sauvage développée par le patronat régional : flexibilité, réduction des coûts de travail, resserrement des dépenses sociales et particulièrement celles liées à la formation.

AGRICULTURE

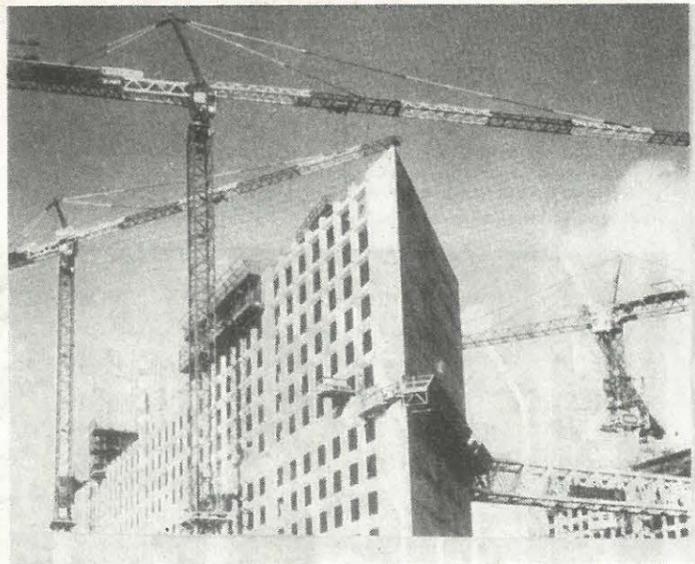
Il est nécessaire également de s'opposer au déclin rural. L'agriculture représente un des socles de l'aménagement des espaces agricoles et la base des activités en milieu rural. Son avenir est essentiel pour l'économie régionale. Voilà pourquoi le Conseil Régional doit appuyer les revendications paysannes qui portent sur l'abrogation de la PAC :

- l'organisation d'un moratoire sur les dettes des exploitants familiaux ;
- l'augmentation des prix agricoles à la production ;
- une baisse des charges sociales.

Par ailleurs le Conseil Régional doit annuler les prévisions de la nouvelle réduction de 219 000 hectares de la surface cultivée dans la région.

FORMATION

Loin de répondre aux exigences de la jeunesse, à commen-



cer par celles de l'égalité scolaire et de lutte contre l'échec, le schéma de formation régional confirmé par le projet accentue le remodelage de l'enseignement qui est de plus en plus placé sous le contrôle patronal.

Nous demandons une contribution de l'Etat de 8 milliards de francs, le triplement de la part patronale pour la formation initiale et continue, une redéfinition des contenus de l'enseignement par l'apprentissage.

LOGEMENT

Celui-ci devrait s'inscrire comme une deuxième priorité régionale après l'emploi. Il faut obtenir un réajustement de l'aide de l'Etat conformément aux demandes formulées par la conférence régionale des organismes HLM, rétablir le 1 % patronal pour le porter progressivement à 2 %.

La région doit contribuer à lutter contre la spéculation immobilière pour « ouvrir » les villes à toutes les catégories de salariés.

LA LOIRE

Les tragiques événements survenus dans le sud de la France interpellent fortement le Conseil Régional et les pouvoirs publics.

Ce que propose le budget est largement insuffisant. 3 types de problèmes à régler.

- Contenir le risque des grandes crues. Il faut, pour notre région, engager un plan pluriannuel de recalibrage du fleuve de l'aménagement de ses rives.

- Garantir l'alimentation en eau potable des centaines de milliers de familles concernées.

- Améliorer le régime et la qualité des eaux.

Concernant les moyens financiers à mettre en œuvre, s'agissant d'un projet d'envergure et d'intérêt national, l'Etat à sa charge la partie qui lui incombe. Les pouvoirs publics doivent tenir les engagements pris. L'aménagement du bassin de la Loire et de ses affluents est décisif pour l'avenir des populations des départements et régions concernés. Il ne peut se réaliser sans la participation active de tous les intéressés, à tous les niveaux.

*
**

« Dans la région 689 000 électrices ont voté « NON » à Maastricht. Ils ont dit également leur opposition à la politique actuelle. Des dizaines de milliers d'autres en votant « OUI » ont finalement exprimé les mêmes préoccupations que les partisans du NON. Ces préoccupations sont l'emploi, le logement, le droit à la santé et à la sécurité, la défense des atouts régionaux, l'aspiration à « vivre au pays », la défense de l'épargne.

Ces forces sont disponibles pour mettre en œuvre une autre politique à gauche.

L'ambition des communistes est de les rassembler, de jouer un rôle utile pour faire grandir une nouvelle dynamique, pour développer tout un réseau de solidarités de luttes... »



**– Parce que la vie collective suscite
sans cesse des besoins nouveaux.**



Tous les secteurs de la vie collective sont en mutation. Les évolutions sociologiques et l'apparition constante de nouvelles données technologiques qui les accompagnent conduisent les collectivités à formuler des choix stratégiques et à évaluer leurs nouveaux besoins.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe GIFCO met à la disposition des collectivités ses compétences et ses moyens.

Présent au cœur de toutes les régions, le Groupe GIFCO répond aux besoins des collectivités.

DES RÉPONSES POUR LES COLLECTIVITÉS

 **groupe gifco**